

## La diplomatie américaine face au conflit israélo-palestinien.

*Question : Vous analyserez, expliquerez, confronterez et critiquerez ces documents en vous aidant de vos connaissances. En quoi sont-ils représentatifs des efforts de la diplomatie américaine pour résoudre le conflit israélo-palestinien et des difficultés qu'elle a rencontrées ?*

**Contextualisation** **Introduction :** Ces deux documents évoquent les tentatives des États-Unis pour résoudre le conflit israélo-palestinien. La célèbre poignée de main du 13 septembre 1993 à la Maison Blanche, en présence de Bill Clinton, entre le Premier ministre israélien Yitzhak Rabin, et le chef de l'OLP Yasser Arafat correspond aux accords d'Oslo, négociés alors que vient de se terminer la Guerre froide. C'était un apparent triomphe diplomatique pour le président américain. L'article du *Figaro* du 23 octobre 2025 s'inscrit dans une période plus sombre, après les massacres et atrocités perpétrés le 7 octobre 2023 par le mouvement islamiste palestinien Hamas<sup>1</sup> et les terribles représailles exercées par l'État hébreu<sup>2</sup>. Depuis octobre 2025, le plan de paix proposé par Donald Trump et entériné par l'ONU tarde à se concrétiser, ce qui est de mauvais augure. **Les deux documents relèvent donc de contextes historiques distincts, et d'administrations américaines politiquement opposées, démocrate dans le premier cas et républicaine dans le second, mais avec un point commun : des efforts pour résoudre le conflit.** Dans le premier cas, le recul historique permet de conclure à l'échec, dans le second, il n'est possible que d'esquisser des perspectives à partir de la situation actuelle. Nous nous demanderons pourquoi et comment les États-Unis s'engagent pour la résolution du conflit israélo-palestinien (partie 1), avant d'examiner les difficultés rencontrées, suffisamment importantes pour que la première puissance mondiale ait jusqu'ici échoué dans ses tentatives de paix (partie 2).

**Problématique et plan à partir des termes du sujet**

### I. Objectifs et moyens des États-Unis pour résoudre le conflit israélo-palestinien.

On évite un plan du type 1) premier document, 2) second document, ce qui empêcherait de les confronter l'un avec l'autre.

Chaque § commence par une phrase-titre

On s'appuie régulièrement sur les documents.

- a) **Les États-Unis ont pour objectif de concilier la défense d'Israël et des relations stratégiques avec les pays arabes**, au premier rang desquels l'Arabie Saoudite. Ces deux objectifs expliquent des efforts en vue de surmonter le conflit israélo-arabe, qui ont mené en 1978 aux accords de camp David entre Israël et l'Égypte sous l'égide du président Jimmy Carter. Les accords d'Abraham (l. 29-33) procèdent de la même stratégie. Mais le conflit israélo-palestinien est au cœur des tensions israélo-arabes. Bill Clinton pense le résoudre grâce aux accords d'Oslo qui mettent en marche un « processus de paix », en profitant de la conjoncture favorable de la fin de la Guerre froide. Pour les États-Unis, les enjeux se situent à différentes échelles. Outre l'échelle régionale, il s'agit aussi de l'échelle mondiale, en raison du retentissement planétaire du conflit israélo-palestinien, mais aussi de l'échelle nationale : le vote des milieux protestants pro-israéliens (les « sionistes chrétiens »), l'influence des groupes de pression (*lobbies*) juifs et israéliens ont une influence sur les élections américaines, aussi bien pour le démocrate Clinton en 1993 que pour les républicains Trump et Vance en 2025.
- b) **La diplomatie américaine dispose de moyens importants**, ceux de la première puissance mondiale sur les plans économique et militaire. Israël dépend très fortement de l'aide américaine dans ces deux domaines. L'État hébreu dispose des matériels américains les plus avancés (avions de combat F-35, défense antimissile avec le système *Iron Dome* destiné à intercepter les missiles, notamment iraniens). Le complexe militaro-industriel israélien est largement financé par les États-Unis. Washington peut également aider les Palestiniens du point de vue économique. L'influence régionale des États-Unis est d'autant plus forte que, que dans la période couverte par les documents aucune autre puissance extérieure à la région n'intervient de manière significative. La Chine est absente, la Russie est marginalisée depuis la chute du régime syrien, l'Union européenne n'apparaît pas comme une puissance. Aucun de ces trois acteurs n'est mentionné.
- c) **Point également important, les États-Unis interviennent au plus haut niveau.** En 1993, c'est le président qui est en première ligne, suivant l'exemple de Carter en 1978. la table utilisée en 93 est celle qui avait servi en 78 à Camp David, afin de manifester la continuité des efforts diplomatiques américains. En 2025, c'est le vice-président qui se rend en Israël, alors que le président Trump multiplie les entretiens avec Benjamin Netanyahu, chef du gouvernement israélien, avec lequel il affiche des rapports familiaux, même affectueux, puisqu'il l'appelle par son surnom de « Bibi » (l. 22). Les deux documents montrent également le déséquilibre entre la relation israélo-américaine et la relation américano-palestinienne. La photographie de 1993 nous montre deux dirigeants occidentaux en costume face à Arafat, en uniforme et coiffé du keffieh palestinien. Il avait fallu insister pour que le leader palestinien dépose son revolver pour entrer dans la Maison Blanche. Clinton a vis-à-vis de Rabin une affinité qu'il n'a pas à l'égard d'Arafat. Du moins a-t-il invité ce dernier. En 2025, Trump manifeste

<sup>1</sup>Environ 1200 morts, 251 personnes prises en otage dont 140 assassinées par la suite.

<sup>2</sup>Env. 70 000 morts.

ouvertement son mépris pour Mahmoud Abbas, chef de l'Autorité palestinienne : en évoquant l'absence de *leadership* (l. 34), en ne prononçant même pas le nom de Mahmoud Abbas.

Une transition  
rhétorique

➤ Malgré de grands enjeux, la diplomatie américaine est confrontée à d'importantes difficultés.

## II. Permanence des difficultés et échec, jusqu'ici, de la diplomatie américaine.

- a) Le premier aspect de ces difficultés est l'échec d'Oslo. Le processus de paix visait à une solution à deux États, avec un partage de la Palestine mandataire à 78% pour Israël et 22% pour la Palestine, qui aurait eu la plus grande partie de la Cisjordanie et la bande de Gaza. L'échec a trois raisons principales : la prolongation de la colonisation dans les territoires occupés, l'occupation militaire israélienne qui suscite inévitablement la résistance palestinienne et la question de Jérusalem. Celle-ci est exploitée par la droite israélienne. Benyamin Netanyahu, qui a été un lobbyiste très actif aux États-Unis dès les années 1980, dénonce alors la trahison de Rabin qui voudrait brader Jérusalem. Dans ce climat délétère, le 4 novembre 1995, Yitzhak Rabin, qui sortait d'un meeting pour la paix, est assassiné par un extrémiste israélien. Le 8 novembre, le Congrès des États-Unis – alors à majorité républicaine – reconnaît Jérusalem comme capitale d'Israël. Il faut attendre l'élection de Donald Trump pour que l'ambassade américaine y soit installée le 14 mai 2018, jour du 70<sup>e</sup> anniversaire de l'État d'Israël. Ce fut évidemment perçu comme une iniquité par les Palestiniens, dont Al Quds (nom arabe de Jérusalem) est la capitale, indignation partagée par l'ensemble du monde arabo-musulman. Le document 2 indique l'impasse, puisque la Knesset actuelle envisage l'annexion de tout ou partie de la Cisjordanie (la Judée et Samarie pour la droite israélienne), au risque de faire échouer l'armistice négocié par l'administration Trump à Gaza (§1).
- b) **Les États-Unis**, malgré les moyens de pression considérables dont ils disposent, **ont beaucoup de mal à contrôler Israël**. L'administration Biden n'a rien fait, ou rien pu faire, pour limiter les représailles israéliennes après les atrocités du 7-October. Non sans raison, le vice-président prend pour « une insulte » et une manœuvre politicienne « très stupide » la décision de la Knesset qui coïncide avec sa visite (l. 9-10). Le document 2 montre donc qu'Israël n'hésite pas à défier un président américain, même très favorable à Israël. Inversement, Washington brandit désormais une menace : la « perte de soutien des États-Unis », en cas d'annexion de la Cisjordanie (l. 11-12, menace répétée aux l.17-18). Donald Trump se présente comme le modérateur de Benyamin Netanyahu, évoquant *ipso facto* l'isolement d'Israël sur la scène internationale du fait des ravages opérés dans la bande de Gaza (« Tu ne peux pas lutter contre le monde entier » (l. 22). Le chef du gouvernement israélien est en effet accusé de génocide devant la Cour pénale internationale, une accusation qui a été reprise dans toutes les manifestations pro-palestiniennes à travers le monde. On observera que les États-Unis, alliés d'Israël, n'en font pas mention.
- c) **Enfin, le président américain crie victoire** : « On a la paix au Moyen-Orient » (l. 27). Une proclamation qui semble prématurée, puisque le conflit israélo-palestinien n'est nullement réglé. Washington souhaite que l'Arabie saoudite et Israël nouent des relations diplomatiques, puisque ce sont ses principaux alliés. Trump évoque son opération contre les installations nucléaires iraniennes en juin 2025 (opération *Midnight Hammer*), menée en coopération avec Israël (l. 26-27). La République islamique d'Iran, ennemi commun des Saoudiens, des Américains et d'Israël est ainsi affaiblie, ce que confirment les manifestations réprimées au prix d'un bain de sang en janvier 2026. Mais l'Arabie saoudite ne peut pas normaliser ses relations avec Tel Aviv sans tenir compte du sort des Palestiniens. On voit (l. 38-40) que l'annexion de la Cisjordanie représente une ligne rouge pour les États arabes. Et lorsque Donald Trump laisse penser qu'il pourrait imposer à Israël la libération de Marwan Barghouti (l. 37) – en qui certains voient un Nelson Mandela palestinien –, il s'avance sans doute beaucoup. À aucun moment, les responsables américains n'évoquent la perspective d'un État palestinien qui était pourtant l'horizon des accords d'Oslo. Les accords d'Abraham ne mentionnent que l'intention des signataires d'« œuvrer ensemble à la réalisation d'une solution négociée au conflit israélo-palestinien ».

Remarques  
critiques

La conclusion répond à la problématique.

**Conclusion** : Ces documents nous montrent la permanence des efforts de la diplomatie américaine pour résoudre le conflit israélo-palestinien . D'abord, l'objectif de concilier l'alliance avec Israël et la politique arabe de Washington, ensuite la proximité avec Israël. Les Américains ne s'intéressent cependant au sort des Palestiniens qu'en fonction des réactions des États arabes. De Clinton à Trump, le déséquilibre s'est accentué en défaveur des Palestiniens. Malgré leur puissance, les États-Unis ne parviennent pas à résoudre ce conflit, dont le retentissement universel leur interdit pourtant de se détourner.